

Séance du 18 avril 2011

## Georges Pompidou, une intelligence polyvalente

par Pierre BARRAL

---

### MOTS-CLÉS

Pompidou - Président de la République.

### RÉSUMÉ

Georges Pompidou, successivement professeur, banquier, premier Ministre, sut assumer avec brillant ces rôles très divers, avant de devenir le deuxième président de la V<sup>e</sup> République. Chez cet Auvergnat de haute culture, la force de caractère soutint toujours les dons de l'intelligence.

---

Georges Pompidou a été six ans premier ministre, cinq ans président de la République. Au pouvoir, il a affronté tous les grands problèmes de son temps. On ne saurait ici reprendre les détails de son action gouvernementale, à l'intérieur et à l'extérieur. Cette communication veut seulement mettre en lumière la richesse de sa personnalité, qui a su assumer avec brillant des rôles très divers. Cette aptitude exceptionnelle à la reconversion a inspiré à un chroniqueur sévère, Pierre Rouanet, ce raccourci pittoresque et malveillant : "Chaque fois, quand la vie est passée à portée, M. Pompidou, qui est Auvergnat, a su l'enfourcher, sans trop s'occuper de savoir si c'était conforme à ses plans antérieurs, il a assuré sa nouvelle prise et il s'est laissé emporter dans une nouvelle et plus belle chevauchée" (*Pompidou*, 1969). Pour ma part, je ne cache pas que j'admire la polyvalence étonnante de Georges Pompidou, fondée sur une intelligence d'une profonde pénétration, et aussi d'une subtile finesse. Et s'il fut certes ambitieux, l'ambition ne me choque pas chez un leader politique.

Le premier chapitre de son existence est un exemple typique de la méritocratie républicaine, "au croisement de l'Auvergne et de l'école laïque et obligatoire", écrit Pierre Rouanet. Dans un village du Cantal, le père, Léon Pompidou, a été orienté par son instituteur vers l'école normale primaire du département. Le jeune instituteur épouse une institutrice, fille de commerçant, puis, après concours, il devient professeur d'espagnol au lycée d'Albi. Si la mauvaise santé de sa femme le détourne de préparer l'agrégation, ce grand travailleur consacre ses loisirs à l'élaboration d'un volumineux dictionnaire franco-espagnol, qui paraîtra à la fin de sa vie. C'est un combattant courageux de la Grande Guerre, blessé en 1914, et un militant de base, dépourvu de sectarisme, au parti socialiste.

Georges, né en 1911, réussit en études sans effort apparent et lit avec passion, "au moins un livre par jour". Après avoir décroché le premier prix de version grecque au concours général de 1929, il effectue une hypokhâgne à Toulouse, où il est

marqué par l'historien Gadrat, futur inspecteur général, puis il monte à Paris, pour préparer au lycée Louis-le-Grand l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm. On sait comment il noue alors une solide amitié avec un jeune Sénégalais d'avenir, Léopold Sedar Senghor. Parfois dilettante, il est reçu à sa deuxième tentative (comme "cube" dit-on). Il va beaucoup au théâtre et au cinéma, il organise le bal, il palabre longuement avec ses camarades. S'il suit les cours de "Sciences Po", il se tient à l'écart des engagements politiques. "Cacique" (premier) à l'agrégation de lettres, il évoquera plus tard "la satisfaction qu'a pu nous donner à un certain moment (sic) la possession de ce titre d'agrégé que nos parents et nos professeurs nous avaient présenté comme le signe de la supériorité intellectuelle et de la réussite dans les études".

S'enchaînent ensuite le service militaire, le mariage et la première nomination. Aux potaches du lycée Saint-Charles de Marseille, il enseigne le français, le latin et le grec, mais il ne craint pas de les initier à la littérature contemporaine. Son proviseur le note comme un "jeune maître très bien doué qui met autant d'érudition que de goût dans l'explication des auteurs proposés à ses élèves. Sa classe est disciplinée sans contrainte et participe heureusement à l'étude des textes". Après trois ans, il obtient une rapide promotion dans le cadre parisien. Au prestigieux lycée Henri IV, il passionne son jeune public, sa nonchalance apparente masquant son exigence de fond. Ses collègues imaginent pour lui une future carrière à l'Université, mais il n'a pas la vocation du long labeur obscur qui y conduit. Rue d'Ulm, il n'a pas voulu s'imposer l'austère préparation de l'Ecole d'Athènes et un projet de thèse d'Etat sur le romancier Barbey d'Aurevilly restera dans les limbes.

Cette existence sereine, ouverte et décontractée, est temporairement bousculée par l'entrée de la France dans la guerre. Au 141<sup>ème</sup> régiment d'infanterie alpine, le lieutenant Pompidou défend les ponts de Sully sur Loire avec un calme tranquille qui lui vaut la croix de guerre. Plus heureux que beaucoup d'autres, il échappe à la captivité et il retrouve son poste de professeur. Son attitude pendant les années noires de l'occupation fera plus tard l'objet de quelques polémiques. Pour l'historien, il semble établi que, patriote et démocrate, il rejette radicalement l'idéologie nazie, mais qu'il s'abstient de participer à la Résistance active : sans doute par un sens inné de l'ordre et par une méfiance des aventures. Pour certains de ses collègues, tel Georges Bidault, l'engagement dans ce combat marque le passage à l'action politique ; ce n'est pas le cas de Georges Pompidou.

C'est la Libération de Paris qui lui porte l'appel de l'Histoire. Saisi par l'effervescence ambiante, il éprouve alors le désir de quitter son existence trop banale et de jouer un rôle plus actif : "l'idée de rentrer à Henri IV, écrira-t-il, alors que la France ressuscitait, ne me venait pas à l'esprit". Dès le 11 septembre 1944, il écrit à René Brouillet, un camarade de khâgne, qu'il sait occuper un poste au cabinet du général de Gaulle : "J'aimerais que tu me trouves quelque chose dans les circonstances actuelles, je me résigne mal à décliner rosa la rose. Il me semble que je puis – momentanément au moins – autre chose. Non pour moi : tu sais que je n'ai pas d'ambition et ne demande rien d'important ni de lucratif. Mais ce pays aura besoin de tout le monde et je me sentirais diminué de ne rien faire".

On raconte souvent qu'à ce moment même, le Général demandait qu'on lui procurât "un agrégé sachant écrire". Belle formule, expressive de ce qu'un grand chef militaire attend d'un secrétaire qui prépare ses textes. Elle me frappe d'autant plus que je me suis trouvé personnellement dans cette situation, quelques années plus

tard, lorsque le général commandant les écoles de l'air m'a employé comme collaborateur pour ses recherches historiques. Certes Georges Pompidou a démenti cette rumeur. Peu importe. En fait, le chargé de mission est engagé au départ pour un rôle modeste, mais au cabinet présidentiel, il se fait vite apprécier du grand chef et estimer des collègues, par-dessus les rivalités de clans. Il suit particulièrement les secteurs de l'Education et de l'Information. Cette expérience décisive est brève, car elle est interrompue par le départ volontaire du Général, en janvier 1946.

Georges Pompidou, qui a pris le goût de l'action publique, parvient à se reclasser dans des fonctions de responsabilité, comme il est courant dans les cabinets ministériels. D'une part, il se fait nommer adjoint au commissaire au tourisme. C'est lui qui organise au musée Galliera l'exposition "Huit siècles de civilisation britannique", que vient inaugurer la princesse héritière Elizabeth. D'autre part, il est nommé maître des requêtes au Conseil d'Etat, sur un poste "au tour extérieur" (par la faveur du gouvernement). S'il n'a jamais fait d'études juridiques, sa souple intelligence maîtrise rapidement les arcanes du droit administratif. Et il semble parfaitement qualifié pour diriger une conférence de 1<sup>è</sup> année à Sciences Po. Ce statut officiel ne l'empêche pas de maintenir, et même de resserrer, ses liens avec le Général. En marge du R.P.F., le mouvement qu'il a fondé, celui-ci le charge pendant quelques années d'assurer ses liaisons personnelles, avec le titre vague de "chef de cabinet". Il lui livre nombre de confidences et, marque de confiance suprême, il le présente à son épouse pour assumer le secrétariat de la Fondation Anne de Gaulle, institution pour enfants handicapés.

En 1953, après le professeur et l'administrateur, surgit un troisième personnage, le plus déconcertant, le banquier. Il est courant en France que, par l'opération qualifiée de "pantouflage", des hauts fonctionnaires accèdent à la direction d'entreprises privées. Mais il est tout à fait exceptionnel que ce soit le cas de professeurs de lycée. Et si certains banquiers peuvent posséder une solide culture littéraire, la maîtrise des hautes finances est un domaine bien étranger aux enseignants de lettres. Mais celui-ci, passé dans l'administration, a vite trouvé que la responsabilité s'y dilue. Le goût de l'action s'est éveillé en lui et il pense mieux le satisfaire dans la gestion des grandes affaires. Comme il l'avait fait naguère avec René Brouillet, il sollicite en ce sens une de ses relations, René Fillon (l'oncle du futur premier ministre), qui travaille à la Banque Rothschild.

Si celle-ci se prévaut d'une longue histoire, son rameau parisien, rue Laffitte, était en 1945 très affaibli, au terme des épreuves subies pendant la guerre. L'héritier, le baron Guy, s'est employé avec ténacité et bonheur à lui restituer une position d'influence. Quand Georges Pompidou lui est présenté, il l'emmène avec lui dans un voyage en Afrique et il découvre "sa personnalité à mille facettes et ce mélange de réserve et de chaleur humaine". Il le charge de remettre à flot une société d'import-export, Transoceans, et sa "performance", écrira-t-il, ne manqua pas de m'étonner" (*Contre bonne fortune*, 1983) Car, "si Pompidou ne sortait pas du sérail, il avait fait preuve de ses capacités d'adaptation". Il possédait "des qualités ordinairement antagonistes : une conscience très vive que son intelligence et sa culture lui permettaient de dominer n'importe quel sujet et cette modestie qui ne cherche pas à avoir l'air de savoir quand on ne sait pas [...] Intellectuel sans nul doute, il choisissait toujours d'instinct l'approche pratique des choses". Laissant à d'autres les opérations

bancaires classiques, il cernait les problèmes avec lucidité, il orientait le choix des investissements, il contribuait à la sélection des hommes. Il est vite devenu l'homme de confiance du patron et il s'est tissé une profonde amitié entre les deux couples.

Le niveau de vie des Pompidou, bien sûr, progresse en même temps. Ils peuvent s'installer quai de Béthune, dans l'île Saint Louis, avec une vue enviable sur la Seine, acquérir et embellir une maison de campagne à Orvilliers en Seine et Oise. Ils développent une vie mondaine dans le Tout-Paris et ils fréquentent en été Saint-Tropez, qu'ils ont connu avant les snobs. Le goût des lettres reste un violon d'Ingres pour l'ancien professeur et, après des éditions scolaires de Taine et de Malraux, il publie à cette époque une *Anthologie de la poésie française*, "La passion de la poésie, avoue-t-il, dont on me prédisait lorsque j'étais enfant qu'elle passerait, a persisté au-delà du milieu du champ de la vie [...] A cet âge où chacun est tenté de faire le point, l'idée m'est venue tout naturellement de "mettre ensemble" mes poèmes préférés" (qu'il connaît souvent par cœur).. Il accorde une large place aux textes classiques des auteurs reconnus : ainsi "la poésie de Hugo n'est pas celle qui me touche le plus", mais "il accumule par milliers d'admirables vers". Son goût personnel, très contrasté, dégage toutefois "la perfection suprême de La Fontaine ou de Racine, de Baudelaire ou de Mallarmé", ainsi que de Paul Eluard, le seul contemporain retenu.

Avec la politique, Georges Pompidou maintient à cette époque un lien discret. Lorsque de Gaulle revient au pouvoir en mai 1958, il dirige momentanément son cabinet, pendant la phase d'établissement du régime. Puis, s'il reprend son bureau à la banque, en refusant l'offre du ministère des Finances, il garde un rôle de "conseiller du prince" (près de l'homme du 18 juin, on ne saurait parler d' "éminence grise"). En février 1962, il reçoit mission de rencontrer secrètement en Suisse des émissaires du F.L.N. algérien. C'est une étape préalable de la négociation que conclura en avril le ministre d'Etat Louis Joxe. Après l'accord d'Evian, beaucoup de gens pensent que celui-ci va remplacer Michel Debré à l'Hôtel Matignon. A la surprise de tous, c'est Georges Pompidou qui est choisi comme Premier ministre.

Cette fois, il n'a nullement souhaité ce changement de statut. L'appel à cette position spectaculaire est venu du suzerain et le féal n'a pas osé se refuser. A son jeune ministre Alain Peyrefitte, il confie sans ambages : "Je ne suis pas comme Debré. Je n'ai pas d'existence propre. Je ne suis qu'un reflet de de Gaulle [...] Je vais être un Premier ministre de transition, [...] aider quelque temps le Général [...] Je ne suis qu'un amateur [...] Je ne suis sorti de rien, ni de la France libre, ni de la Résistance, ni des combats du R.P.F. C'est précisément pour cela qu'il m'a appelé" (*C'était de Gaulle*). "Voilà donc, relèvera malicieusement plus tard le général, que ce néophyte du forum, inconnu de l'opinion jusque dans la cinquantaine, se voit soudain, de mon fait et sans l'avoir cherché, investi d'une charge illimitée, jeté au centre de la vie publique, criblé par les projecteurs concentrés de l'information".

*Le Monde* peut le qualifier avec humour de "banquier baudelairien", *Le Canard enchaîné* lui appose les initiales "R.F", avec une double traduction, "République française" et "Rothschild frères". Son discours inaugural au Palais Bourbon semble aux députés terne et décevant, puis très vite le débutant prend de l'assurance. Avec parfois un sourire narquois, il s'impose à la majorité et il se fait respecter des journalistes. Il n'intervient guère dans la direction de la diplomatie et de la défense, que le président de la République se réserve, en traitant directement avec les ministres compétents Couve de Murville et Messmer. Il ose toutefois

s'opposer à lui pour empêcher l'exécution du général Jouhaud, le seul condamné à mort du "quarteron" rebelle. Son domaine propre est la politique intérieure : non seulement le maintien de l'ordre public, mais aussi le développement de l'économie.

Dans sa volonté d'accompagner la croissance, Georges Pompidou déploie son expérience de la banque. Il n'a plus les réactions du monde enseignant. Quand il vient inaugurer à Nancy un bâtiment de faculté, il prononce les paroles aimables qu'on attend, mais le doyen remarque sur son visage une moue dédaigneuse envers ses anciens collègues au destin trop médiocre. De son progressisme familial, il a glissé à un conservatisme certes ouvert. Méfiant envers les idéologies systématiques, il agit avec pragmatisme. Attentif à la compétition internationale, visant la modernisation des structures, il conçoit une politique industrielle d'incitations et il se soucie parallèlement de planifier l'aménagement du territoire. Affronté à une dure grève des mineurs, il tâtonne : il prononce d'abord une réquisition autoritaire, qui fait fiasco, puis il se résout à un compromis. Cependant, devant la poussée de l'inflation, le président de la République exige des mesures de rigueur. Son Premier ministre met en application ce "plan de stabilisation du franc", avec discipline, malgré quelques réserves intimes.

Cette politique d'austérité, freinant le pouvoir d'achat, suscite dans l'opinion un mécontentement diffus, qui se traduit bientôt sur le terrain électoral. C'est un des facteurs qui expliquent le ballottage inattendu au scrutin présidentiel de 1965. Et Pompidou, renouvelé ensuite à Matignon, suit désormais de plus près la politique politicienne. Il fait nommer à l'agriculture Edgar Faure, dont la souplesse conciliante doit apaiser les paysans. Pour le scrutin législatif de 1967, il prend lui-même en mains l'organisation de la majorité. Il distribue les investitures, sous l'étiquette de l'"U.N.R.", et il va personnellement contredire en réunion publique les leaders de l'opposition, Pierre Mendès-France et François Mitterrand. Au niveau national, la bataille s'avère difficile et le succès n'est acquis que d'extrême justesse. Il se fait élire lui-même dans son Cantal natal où il a acheté une maison dans le bourg de Cajarc et où un conseiller général relève qu'"il sait comme on s'habille à la campagne".

Survient la tourmente de mai 1968, dont nous gardons tous le souvenir si cru et si brûlant. Le Premier ministre se trouve en voyage officiel en Iran et en Afghanistan. Revenu en hâte, il cède d'abord devant un flux qui lui paraît irrésistible, car le mouvement est à ce moment populaire. Il laisse les étudiants occuper la Sorbonne dans un folklore surréaliste ("ne mégotons pas"), il approuve la modération du préfet de police dans le maintien de l'ordre et aux syndicats ouvriers, il octroie des avantages considérables par les accords de Grenelle. Mais le calme ne revient pas et l'existence même du régime est menacée. Le mercredi 29 mai, Georges Pompidou entend au téléphone le Général lui annoncer son départ de Paris, avec la formule combien insolite : "Je vous embrasse" ; puis, perplexe, il est abandonné à lui-même, sans nouvelle pendant six heures. Avec sang-froid et avec autorité, c'est lui qui maintient l'Etat, entouré de quelques fidèles, dont les jeunes Jacques Chirac et Edouard Balladur. Lorsque de Gaulle revient le lendemain, il le persuade de procéder à des élections, plutôt qu'au referendum envisagé (le brouillon corrigé de l'allocution radiophonique sera publié par Alain Peyrefitte dans *C'était de Gaulle*). Et comme l'opinion flottante vient de se retourner, et que de surcroît les communistes jouent le jeu de la légalité, la majorité d'ordre triomphe au scrutin.

Beaucoup de gens voient dans le Premier ministre le principal artisan de cette victoire. Pour marquer sa prépondérance, De Gaulle le remplace alors par Maurice Couve de Murville. Libéré des urgences du pouvoir, Georges Pompidou jette sur le papier ses réflexions sur ce qu'il vient de vivre. Il note ainsi: "Nous sommes arrivés à un point extrême où il faudra, n'en doutons pas, mettre fin aux spéculations et recréer un ordre social. Quelqu'un tranchera le nœud gordien [image empruntée à un récit classique de Plutarque]. La question est de savoir si ce sera en imposant une discipline démocratique garante des libertés ou si quelque homme fort et casqué tirera l'épée comme Alexandre". Car il craint que le désordre n'engendre la dictature.

C'est le moment d'évoquer maintenant la figure de l'époux. Georges et Claude Pompidou constituent un couple uni d'une fidèle et profonde affection, attachés à leur fils Alain, qui deviendra un grand médecin. Ils associent tous deux à la culture classique de leur éducation le goût éclairé de l'art le plus moderne. S'ils entretiennent des relations sociales avec les gens les plus divers, écrivains ou hommes d'affaires, s'ils sont amusés par tel tempérament anticonformiste, ils savent aussi goûter la paix de l'intimité familiale.

Aussi Georges Pompidou se sent-il blessé au cœur quand un truand fort douteux mêle le nom de sa femme à des séances de libertinage collectif. De ces calomnies révoltantes, il n'est informé que fort tardivement, et seulement par le dévouement d'un fidèle. Il s'indigne que son successeur à Matignon Couve de Murville et plus encore le garde des Sceaux René Capitant, ne lui aient rien dit ; il se révolte que des rivaux politiques exploitent un fait divers crapuleux pour l'abattre. Il s'émeut d'autre part que le général de Gaulle traite cette "affaire Markovic" avec quelque dédain et sous-estime l'atteinte qui a été portée à son honneur. La fissure qui s'était peu à peu ouverte dans leur relation s'en trouve par là même agrandie et envenimée irrémédiablement. Cet épisode au goût amer va influencer son attitude devant la relève au pouvoir qui s'annonce.

On sent que le fondateur de la Vè République achève son parcours historique et Georges Pompidou, à l'autorité accrue, est maintenant perçu comme son successeur naturel. En 1965, le Général l'avait longtemps laissé dans l'incertitude sur ses intentions. S'il ne s'était pas alors représenté, la candidature du Premier ministre semblait s'imposer. On l'attend plus encore au lendemain de la tourmente de mai 1968 : André Malraux lui-même souligne en public "le destin" particulier qui attend "le député du Cantal". Et l'intéressé laisse échapper par deux fois, à Rome puis à Genève, une confidence que la presse met en exergue ("propos parricide", commentera le gaulliste intransigeant Pierre Rouanet avec quelque exagération). Dans la campagne de l'ultime referendum gaullien, il se comporte avec loyauté, mais sur le thème de "la Participation", qui est mis en avant par le chef de l'Etat, les initiés sentent sa réserve, car il le juge flou et dangereux. De plus, le recours qu'il incarne silencieusement contribue à l'échec du souverain désavoué. La fonction déclarée vacante, il s'y présente aussitôt, tout en affirmant sa "volonté de maintenir une continuité et une stabilité nécessaires". Contre les nostalgiques de la "République des députés", regroupés autour d'Alain Poher, il gagne aisément, avec 44% au premier tour, 58 % au second.

Le voici donc maintenant, relève-t-il, "le premier universitaire à accéder à la plus haute charge de la République". Il a lui-même cerné dans *Le nœud gordien* l'extrême difficulté de la succession : "Privé du charisme du fondateur de la

Ve République, le chef de l'Etat sera amené à intervenir de façon constante, quasi-permanente, et à maintenir par l'action quotidienne cette suprématie qu'il ne tiendra pas automatiquement du suffrage universel". Il lui faut obtenir le ralliement des centristes sans perdre le noyau dur des nostalgiques du gaullisme. Il doit s'accommoder de la réserve absolue qu'observe le retraité de Colombey-les deux Eglises et, au décès de celui-ci, concilier son refus de funérailles nationales avec la nécessité de proposer une cérémonie aux chefs d'Etat étrangers qui sont accourus. Et le successeur va ressentir comme "une exécution" l'éloge posthume et tiède des *Mémoires d'espoir*, ambigu par ses périodes balancées et soulignant sa subordination : "Couvert par le haut et étayé par le bas, mais en outre confiant en lui-même à travers sa circonspection, il se saisit des problèmes, en usant, selon l'occasion, de la faculté de comprendre et de la tendance à douter, du talent d'exposer et du goût de se taire, du désir de résoudre et de l'art de temporiser, qui sont les ressources variées de sa personnalité. Tel que je suis et tel qu'il est, j'ai mis Pompidou en fonction afin qu'il m'assiste au cours d'une phase déterminée"

Sa longue pratique de l'Hôtel Matignon le pousse à contrôler de près l'action de son Premier ministre. En Jacques Chaban-Delmas il choisit d'abord "le baron" qui incarne la version la plus réformiste du gaullisme. De son ardeur piaffante, il s'accommode trois ans, tout en laissant voir qu'il juge imprudentes certaines initiatives, le discours sur "la nouvelle société" ou le desserrement de la tutelle sur l'O.R.T.F. Puis, après le fiasco d'un referendum mal accueilli, il lui demande sa démission, malgré un vote de confiance obtenu à l'Assemblée nationale. Avec le successeur Pierre Messmer, gaulliste historique mais collaborateur ferme et loyal, l'entente est plus harmonieuse. De concert, ils gagnent les élections législatives de 1973, contre une opposition de gauche qui s'est maintenant reconstituée.

Son grand dessein, qui marquera les mémoires, est d'accélérer la mutation industrielle de la France. Il approuve les fusions de grandes entreprises, afin de constituer des champions nationaux, compétitifs face aux concurrents étrangers. Il encourage le développement des secteurs de pointe : énergie nucléaire, construction aéronautique, trains à grande vitesse, réseaux de télécommunications. Il croit même encore possible de sauver la sidérurgie par une installation "sur l'eau", à base de minerais importés, à Fos-sur-mer. Cette croissance bénéficie d'une conjoncture internationale favorable : c'est la phase ultime des "Trente Glorieuses". En cet Après - 68, il se manifeste certes encore bien des turbulences, chez les étudiants, chez les ouvriers, chez les paysans. Attaché à l'ordre, le président s'efforce de juguler cette effervescence et dans le même esprit, il ménage prudemment les intérêts de l'agriculture traditionnelle. C'est lui qui crée le ministère de l'Environnement et il favorise en Camargue le classement de l'étang de Vaccarès. Il n'en a pas moins le souci de promouvoir des avancées sociales dont il attend un effet stabilisant : au premier chef la mensualisation des salaires et des formules d'intéressement des travailleurs aux bénéfices de l'entreprise. Ce mari affectueux encourage enfin la constitution de la Fondation Claude Pompidou, orientée vers l'aide aux personnes âgées et aux enfants handicapés.

Devenu un acteur en vue des relations internationales, il gagne sa place dans le cercle restreint des très hauts responsables. Envers Richard Nixon comme envers Leonid Brejnev, il déploie une cordialité sans naïveté. Son épouse l'accompagne souvent dans les voyages officiels et il se fâche tout rouge lorsqu'à Chicago, elle est physiquement bousculée par des manifestants pro-israéliens surexcités. Dans

l'ensemble, il continue la politique gaullienne d'indépendance diplomatique et de puissance nucléaire. Il n'y introduit que quelques infléchissements. Le plus notable est d'accepter, sous certaines conditions, l'entrée de la Grande Bretagne dans la Communauté européenne. Il s'entend d'ailleurs mieux avec le premier ministre anglais Edward Heath qu'avec le chancelier allemand Willy Brandt, dont l'*Ostpolitik* l'inquiète un peu. Sa plus belle performance est une négociation monétaire au sommet, aux Açores ; son interlocuteur américain Henry Kissinger le qualifie dans ses mémoires d' "expert financier de premier ordre, voire banquier professionnel". Après le premier choc pétrolier, sa politique extérieure, avec son ministre Michel Jobert, se complait à fronder l'hégémonie du grand allié de Washington.

Par goût personnel, Georges Pompidou accorde une grande place aux problèmes de la culture. Et s'il a des penchants conservateurs en politique, il estime que l'art est par essence contestataire et innovateur. Aidé de son épouse, il renouvelle l'ameublement de l'Élysée dans un style d'avant-garde, avec un salon au jeu infini de sept cents couleurs. Attentif à l'urbanisme de la capitale, il préside au transfert des Halles à Rungis, à l'édification des tours de la Défense, à l'ouverture à l'automobile des berges de la Seine. Dans la tradition quasi-monarchique de la France, il veut laisser sa marque par un grand monument. Le Centre d'art contemporain, qui porte aujourd'hui son nom, englobe un musée de peinture moderne, une bibliothèque de grand public, des salles de cinéma, et un département de musique contemporaine confié à Pierre Boulez.. Sur le plateau Beaubourg, au cœur de la ville, l'architecture surprend par ses formes novatrices et déconcertantes. Pour en hâter la réalisation, le président impose des procédures exceptionnelles qui s'émancipent des règles administratives habituelles.

Enfin, il me faut parler brièvement de l'homme malade. Sur ce dernier aspect, auquel s'était intéressé notre ami regretté André Bertrand, je me sens fort intimidé devant des confrères infiniment plus compétents. A partir de 1972, Georges Pompidou voit son organisme s'affaiblir irrémédiablement. Il fumait beaucoup trop, mais il a été atteint de la maladie dite de Waldenström, cousine de la leucémie lymphoïde, une dégradation des ganglions qui s'accompagne d'une altération des globulines du sérum. A la même époque, cette pathologie a frappé aussi l'Algérien Houari Boumediene, l'Israélienne Golda Meir et le Chah d'Iran. Un spécialiste éminent, le professeur Jean Bernard, s'est interrogé sur cette fréquence exceptionnelle : "quelle peut être, écrit-il dans *Le sang des hommes*, une cause commune et à l'aptitude à être prince et à la maladie de Waldenström ?". La science médicale n'a pas actuellement de réponse.

Un téléfilm, *Mort d'un président*, de Pierre Aknine, vient d'évoquer cette ultime étape si éprouvante, avec justesse me semble-t-il. Les communiqués officiels parlent de gripes, d'indispositions passagères, et la télévision publique prescrit aux cameramen d'éviter les gros plans sur un visage déformé par le recours massif à la cortisone.. Mais lors d'une rencontre internationale en Islande, tel journaliste américain s'exclame : "il est mourant !" et à Paris, les milieux dirigeants bruissent de rumeurs alarmantes. Silencieux sur ses souffrances, le président ne veut pas abandonner sa mission nationale. S'il doit annuler des rendez-vous, il continue d'annoter les rapports, comme il apparaît dans les archives. Il fait face à la douleur extrême avec un courage stoïcique, appuyé, semble-t-il, sur ses convictions religieuses. Sa famille n'était pas aussi croyante que les de Gaulle (ou que les



Mitterrand), mais sa foi s'est discrètement affermie. Il assiste régulièrement à la messe, tout en acceptant mal l'évolution postconciliaire de l'Église catholique. S'il se montre plus irritable, plus pessimiste, peut-être plus influençable, cet homme de devoir assume son rôle avec conscience. Sa cote de popularité atteint encore 55 % d'opinions favorables. L'issue fatale survient par une septicémie, le 2 avril 1974. Sa tombe à Orvilliers porte sobrement les dates de son existence, sans aucun titre.

Après sa mort, son rôle historique près du Général sera minimisé dans un ouvrage acide des époux Rouanet (*Les trois derniers chagrins du général de Gaulle*, 1980). Claude Pompidou, assistée de son fils, ripostera par la publication de notes personnelles et de documents justificatifs (*Pour rétablir une vérité*, 1982). Et elle luttera passionnément, avec l'appui déterminant de Jacques Chirac, maire de Paris, pour faire achever le chantier du Centre Pompidou et pour assurer la réalisation complète de cet ambitieux projet culturel. Le nom de son mari sera donné également à un grand hôpital de la capitale, ainsi qu'à plusieurs lycées, à Albi ou à Castelnaud-le-Lez.

Dans la galerie de nos princes républicains, entre des figures plus éclatantes, avant lui et après lui, l'image de Georges Pompidou s'est quelque peu estompée. Cependant il a su gouverner dans des moments difficiles, en pratiquant la continuité sans servilité, en introduisant des changements sans bouleversement, et de son passage au pouvoir, le bilan est très honorable. Chez cet Auvergnat de haute culture, la force de caractère a toujours soutenu les dons de l'intelligence.